



République Française

ARRÊTE N° 320/2023
DROIT DEVANT

**Portant réglementation temporaire de la circulation à l'occasion des processions religieuses.
Abroge l'Arrêté N° 314/2023.**

KR/PM /W.J./2023.

LE MAIRE

- Vu l'article L211-1 du code de la sécurité intérieure.
 - Vu les articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et L 2214-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - Vu l'article L 411-1 du Code de la Route,
 - Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,
 - Vu l'article R 102 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel
-
- ◆ Considérant la déclaration de **Madame MOLLY Marie-Josée** 112, chemin Badamier Ravine Creuse 97440 Saint-André en date du **19 Avril 2023**, qui organise des processions religieuses sur le domaine public communal le **dimanche 14 Mai 2023**.
 - ◆ Considérant qu'il importe dans l'intérêt de l'ordre et de la Sécurité publics de réglementer la circulation des véhicules toutes catégories à l'occasion de ces processions.
 - ◆ Considérant qu'il importe de prendre des mesures pour le bon déroulement de ces processions précédemment citées.

ARRÊTE

Article 1

La circulation des véhicules de toutes catégories sera perturbée lors de la procession organisée par Madame **MOLLY Marie-Josée** le:

Dimanche 14 Mai 2023 de 08 heures à 12 heures :

- Chemin Badamier.
- Route Départementale 47.
- Cour de l'Usine Ravine Creuse.
- Lotissement Paquiry.

ARRÊTE N° 320 du 21 AVR. 2023 2023

➤ Chemin Doret.

Article 2

Les participants de cette procession utiliseront exclusivement le côté droit de la chaussée dans le sens de la circulation.

Article 3

Les participants et les organisateurs de cette procession qui circulent dans les voies citées à l'article 1 seront prioritaires sur les véhicules qui circulent dans les voies adjacentes.

Article 4

Un service d'ordre mis en place par l'organisateur qui veillera au bon respect de la circulation.

Les personnes affectées à ce service d'ordre porteront des gilets de haute visibilité.

Article 5

Les forces de police pourront intervenir à tout moment et procéder à la déviation de la circulation en cas de nécessité.

Article 6

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de la Circonscription de la Police Urbaine de l'Est, Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-André sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.



Fait à Saint-André le 21 AVR. 2023
le 1^{er} adjoint

Gilles NAZE